



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 01/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRELIER & FILS

1 Tastat
33390 Saint-Martin-Lacaussade

Références : 25-901
Code AIOT : 0005207819

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement GRELIER & FILS implanté Comteau de Roubisque 33820 Saint-Aubin-de-Blaye. L'inspection a été annoncée le 23/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRELIER & FILS
- Comteau de Roubisque 33820 Saint-Aubin-de-Blaye
- Code AIOT : 0005207819
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRELIER & FILS est autorisée depuis l'arrêté préfectoral du 5 juin 2007 à exploiter la carrière. Suite à l'épuisement du gisement initial, l'exploitant a demandé l'extension et le renouvellement de l'autorisation. Celle-ci a été accordée par arrêté préfectoral du 12 mai 2023 pour une durée de 20 ans.

La carrière de sable de 12 ha est exploitée en fouille noyée, sans rabattement de la nappe, à l'aide d'une pelle hydraulique. La puissance maximale prévue est de 3,5 mètres. La quantité de matériaux estimée à extraire est d'environ 275 000 tonnes avec une production annuelle moyenne d'environ 14 000 t. La remise en état de la carrière consiste au maintien d'un plan d'eau avec hauts-fonds.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 1.5.1	Sans objet
3	Plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.2.2	Sans objet
4	Accès voie publique	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.1.1	Sans objet
5	Aménagements complémentaires	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.1.2	Sans objet
6	Zones d'exclusion	Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 1.2.4.1	Sans objet
7	Terres de découverte	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.1	Sans objet
8	Principe d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.2.2	Sans objet
9	Fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.2.2	Sans objet
10	Collecte des eaux météoriques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.3	Sans objet
11	Registre d'évacuation des matériaux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.3	Sans objet
12	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 2.3.2	
13	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.3.1	Sans objet
14	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.3.2	Sans objet
15	Niveau de bruit	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.4.3	Sans objet
16	GEREP	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 4.1	Sans objet
17	Suivi de la compensation	Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en service de l'exploitation se déroule conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation (renouvellement et extension). En particulier, les aménagements nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ont été réalisés.

Il est toutefois nécessaire que l'exploitant fournisse un plan d'exploitation plus détaillé, en particulier localisant les aménagements réalisés. L'exploitant doit également s'interroger sur l'impact de l'exploitation en termes de matières en suspension dans les eaux souterraines car des valeurs élevées sont relevées dans le piézomètre aval.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. (...) Période 0-5 ans : 58 586 €
Constats : L'exploitant détient un acte de cautionnement en date du 2 août 2023, pour un montant de 58 586 €, valable pour l'ensemble de la première période quinquennale, du 12 mai 2023 au 11 mai 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bornes visées à l'article 2.1.2 ;• les limites exploitables en application de l'article 1.2.4.1 ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les relevés bathymétriques ;• les zones remises en état ;• les voies de circulation ;• les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement, ...). Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Annuellement, la topographique de la zone extraite et le niveau bathymétrique peuvent faire l'objet d'une estimation sur la base des points de référence et de la hauteur de la flèche de la pelle hydraulique.
Constats : Sur place, l'exploitant remet à l'inspection le dernier plan d'état des lieux, daté du 12 novembre 2024. Ce plan consiste uniquement en un relevé de 26 points de la zone d'extraction à cette date, ce qui matérialise correctement les bords et le fond de fouille mais ne présente pas les éléments attendus. S'agissant de la mise en service avec aménagements <i>ad hoc</i> , l'inspection juge nécessaire de faire apparaître les éléments fixes sur ce plan, qui pourront être reportés d'une année sur l'autre. Comme prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation, compte tenu de l'intensité limitée de l'exploitation, la mise à jour annuelle du plan pourra faire l'objet de relevés estimatifs sur la base d'un premier plan complet. L'exploitant indique qu'un nouveau relevé topographique de la zone en cours d'exploitation est prévu avant la fin d'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir, sous deux mois, un premier plan complet comportant l'ensemble des éléments décrits à l'article 2.2.4.2 de son arrêté d'autorisation. En particulier, la matérialisation des distances de 10 m et 50 m autour de l'exploitation permettrait de visualiser les zones d'exclusion (voir point n°6).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan de phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Extraction

Prescription contrôlée :

L'exploitation est conduite conformément au plan relatif à la description du phasage de l'exploitation défini en annexe n°4 du présent arrêté.

Constats :

Sur place, l'inspection des installations classées constate que l'extraction a démarré par la pointe Sud-Ouest, face à la zone humide évitée, conformément au plan de phasage. Seule la surface correspondant à la première phase a été décapée. Le merlon temporaire Ouest a été créé ainsi que le merlon de protection longeant la piste d'accès entre le Nord du plan d'eau de l'autorisation antérieure et les surfaces correspondant aux phases 3 et 4.

L'extraction en 2025 est de l'ordre de 14 000 t, ce qui correspond à la moyenne annuelle prévue et ne remet donc pas en cause le plan de phasage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès voie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité publique

Prescription contrôlée :

L'entrée et la sortie des véhicules se poursuit par l'accès depuis la RD 254,

Constats :

Le jour de l'inspection, aucune activité n'avait lieu sur la carrière. Toutefois, l'inspection des installations classées constate que le seul accès à la carrière se fait par le chemin perpendiculaire à la RD254. A environ 150 m de ce chemin, de chaque côté de la route départementale, sont disposés des panneaux signalant le danger lié à la sortie de camions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagements complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements

Prescription contrôlée :

(...) l'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place :

- un contrôle de la clôture en périphérie de l'emprise de la carrière ainsi que de la signalétique périphérique adaptée aux risques. L'exploitant prend les mesures nécessaires

<p>pour assurer la pérennité de la clôture et entretenir la végétation afin de pouvoir accéder à cette clôture ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • le balisage, ou tout autre repère visuel et pérenne, de la zone humide sensible définie à l'article 1.2.4.1 du présent arrêté. L'exploitant s'assure du maintien du balisage dans le temps ; • les piézomètres et l'échelle définis à l'article 3.3.1 ; • et de justifier la commande des opérations de mise en œuvre des mesures de compensation tel que prévu à l'article 1.2.4.2.
<p>Constats :</p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées constate la présence, le bon état et la possibilité d'accéder pour entretien à la clôture périphérique sur l'ensemble du bord Sud, la moitié Sud du bord Ouest et la moitié Sud du bord Est de la carrière. Les bords Nord éloignés de la zone d'extraction actuelle n'ont pas été inspectés.</p> <p>L'inspection constate la présence de trois bornes (mâts de plusieurs mètres de hauts, pérennes) matérialisant les limites Nord et Nord-Ouest (côté extraction) de la zone humide en défens.</p> <p>L'inspection constate la présence des deux piézomètres, l'un en amont et l'autre en aval du plan d'eau. Ces piézomètres sont protégés par une buse en béton d'environ 1 mètre de diamètre. Le couvercle de la buse du piézomètre amont a été ouvert, ce qui a permis à l'inspection de constater que la tête de piézomètre est en bon état et que son capuchon est cadenassé.</p> <p>Sur place, l'exploitant a remis à l'inspection le premier suivi écologique de la mesure de compensation au titre de l'année 2025 (voir point 17). Il justifie des opérations de compensation mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Zones d'exclusion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2025, article 1.2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un retrait de 20 mètres de la RD n°137 et de 50 mètres par rapport aux habitations de "Gayot" et "Palais du Roi" est maintenu.</p> <p>La bande réglementaire inexploitable des 10 mètres s'applique aux autres limites de l'emprise autorisée.</p> <p>La zone humide à enjeu, sur 5 050 m² située au Sud du site, est évitée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur place, l'inspection constate la présence d'un piquet localisé au Nord-Ouest du site, à environ 20 m de la RD137 (au Nord) et 10 m de l'emprise autorisée (à l'Ouest). Ce piquet est dans la zone correspondant à la deuxième phase d'exploitation, qui ne démarrera pas avant 2028-2029 et qui n'a pas encore été décapée. Identiquement, l'exploitation est encore très éloignée de l'habitation "Palais du Roi", au Nord de la RD137.</p> <p>En revanche, la zone la plus proche de l'habitation "Gayot" a déjà été exploitée, il s'agissait du point de départ de l'extraction. Le plan d'exploitation fourni ne permet pas d'apprécier le respect</p>

de la distance de 50 m entre le bord de fouille et l'habitation (voir point n°2). Une mesure approximative sur vue aérienne réalisée par l'inspection estime que la distance est respectée. Il est de la responsabilité de l'exploitant de se positionner, grâce à la mise à jour du plan d'exploitation, quant au respect de cette distance d'éloignement.

L'inspection estime sur place que les bords de fouille sont éloignés de 10 m des limites du périmètre autorisé. Il est là encore de la responsabilité de l'exploitant de se positionner, grâce à la mise à jour du plan d'exploitation, quant au respect de cette distance d'éloignement.

L'inspection constate que la zone humide à enjeu est évitée.

Le point de contrôle est jugé conforme, les justificatifs associés sont demandés dans le cadre du point de contrôle n°2 relatif au plan d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître sur son plan d'exploitation la distance minimale existante entre l'exploitation et l'habitation "Gayot".

Il est également demandé à l'exploitant de faire apparaître sur son plan d'exploitation un rayon de 10 m autour des bords de fouille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Terres de découverte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Extraction

Prescription contrôlée :

(...) les terres et stériles de découvertes sont utilisés prioritairement pour former des merlons autour de la zone en extraction. (...) L'exploitant s'assure alors de la reprise de végétation sur ces merlons.

Constats :

Sur place, l'inspection des installations classées constate que la zone d'extraction correspondant à la première phase quinquennale est bordée à l'Ouest par un merlon d'environ 1 m de hauteur et au Nord par un merlon d'environ 2 m de hauteur. L'exploitant indique que ces merlons sont constitués des terres de découverte de la zone actuellement exploitée et qu'il n'a pas rencontré de couche de stériles.

L'inspection constate que la végétation a repris sur la quasi-intégralité des linéaires de merlons, sauf à l'extrémité Est du merlon au Nord, encore en terre. L'exploitant indique que cette extrémité a été récemment ajoutée suite à l'avancée de l'exploitation qui a permis de découvrir de nouvelles surfaces dans la zone correspondant toujours à la première phase.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Principe d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Extraction

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert, en partie sous eaux, de sables, avec remise en état des berges de façon coordonnée à l'avancement. L'extraction s'effectue à l'aide d'une pelle hydraulique, sans rabattement de nappe. L'exploitant aménage des zones de stockage des matériaux extraits afin que les eaux de ressuyage soient dirigées vers le bassin d'extraction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, aucune activité n'avait lieu sur la carrière et aucun engin n'était présent. L'inspection constate qu'une plateforme stabilisée a été créée avec une partie des matériaux extraits pour faciliter les opérations et aménager des monticules de matériaux dont les eaux de ressuyage ruissellent vers le bassin d'extraction.</p> <p>L'exploitant confirme que l'extraction s'effectue à l'aide d'une pelle hydraulique sans rabattement de nappe. L'inspection ne visualise aucun indice contredisant cela.</p> <p>L'autorisation d'exploiter étant encore récente et l'avancement de l'exploitation limité, les berges n'ont pas encore été remises en état. L'exploitant indique être bien au fait de l'exigence de remise en état à l'avancée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Fond de fouille

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La cote minimale du fond de la carrière est fixée à +4,5 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction est estimée à 3,5 m.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection note que la cote minimale indiquée sur le plan d'exploitation fourni est de 5,61 m NGF et que le terrain naturel est situé à environ 8,1 m NGF. La cote de fond de fouille et l'épaisseur maximale d'extraction sont donc respectées.</p> <p>L'exploitant indique qu'une couche d'argile est jusqu'ici généralement rencontrée à environ 5,5 m NGF et qu'il n'a donc aucun intérêt à extraire en-deça. La pelle utilisée pour l'extraction est capable d'exploiter une puissance supérieure à ce qui aujourd'hui réalisé.</p> <p>Sur certaines zones, l'exploitant identifie que le gisement pourrait être plus profond qu'initialement estimé. L'inspection rappelle que la cote de fond de fouille de l'arrêté doit être respectée partout, mais que l'exploitant peut déposer un dossier de modification pour solliciter l'approfondissement de la carrière si cela ne génère pas de nouvel impact, notamment en termes d'hydrogéologie. Sous ces conditions, un arrêté préfectoral complémentaire pourrait accorder l'approfondissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Collecte des eaux météoriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : les eaux météoriques tombant au sein de l'emprise du chantier d'extraction s'infiltrant ou ruissellent par gravité vers le plan d'eau. Des fossés de collecte de ces eaux de ruissellement sont constitués en bordure des pistes internes.
Constats : Comme indiqué au point n°8, le chantier d'extraction est organisé essentiellement sur une plateforme créée avec des matériaux extraits, légèrement surélevée par rapport au gisement de manière à ne pas être inondé. En effet, une fois les terres de découverte décapées, la nappe est directement mise à nu : le plan d'eau d'extraction entoure la plateforme sur trois côtés. De ce fait, l'ensemble des eaux ruisselant sur le chantier d'extraction sont dirigées par gravité vers le plan d'eau. La plateforme étant en grave, une grande partie des eaux météoriques s'infiltre pour rejoindre la nappe située quelques dizaines de centimètres en-dessous.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre d'évacuation des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre du nombre de camions évacués quotidiennement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis une photocopie du cahier manuscrit constituant le registre des évacuations de matériaux extraits. L'extraction a débuté en octobre 2024 et les premiers camions sortants sont enregistrés le 8 novembre 2024. Les dernières évacuations enregistrées sont datées du 17 novembre 2025. Le registre est un tableau dont les colonnes sont la date, le tonnage du jour et le tonnage cumulé sur l'année. Ces informations sont plus précises que le seul nombre de camions quotidiens et permettent à l'exploitant de réaliser sa déclaration GEREPlus plus facilement (voir point n°16).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Le remblayage des berges du plan d'eau s'effectue avec les stériles de découvertes du site et, les déchets d'argiles et fines de lavage (code déchet: 01 04 09) issus uniquement du traitement des

matériaux provenant des installations de l'exploitant de SAINT-MARTIN-LACAUSSADE. Le volume de déchets admis est estimé entre 1 000 et 2 000 m ³ /an. L'admission de ces déchets fait l'objet d'un enregistrement ; date, origine, code déchet, quantité.
Constats : Aucun remblaiement n'a eu lieu à ce jour, notamment du fait de la précocité de la visite par rapport à l'avancement de l'exploitation. L'exploitant indique qu'il n'aura probablement besoin d'aucun matériau de remblaiement, au moins pour la première phase d'exploitation. Les terres de découverte, entreposées sous forme de merlon autour de la zone d'extraction (point n°7), seront suffisantes selon l'exploitant pour remettre en état les berges.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suivi piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le niveau piézométrique est alors relevé tous les 6 mois (période de hautes et basses eaux), L'exploitant tient à jour un registre permettant de suivre facilement les évolutions du niveau piézométriques sur toute la durée de l'autorisation.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis le rapport de suivi annuel daté d'août 2025 concernant les relevés piézométriques réalisés le 5 juin 2025. L'exploitant a rajouté de manière manuscrite, pour information, les niveaux relevés le 6 novembre 2025, qui seront inscrits dans le prochain rapport de suivi. Un premier relevé avait été réalisé lors de la caractérisation de l'état initial du milieu, le 1er août 2023. L'exploitation n'ayant démarré qu'en octobre 2024, un premier relevé en cours d'exploitation avait été réalisé au cours de ce mois. Les relevés de juin et novembre 2025 valident donc bien la fréquence semestrielle du suivi du niveau de la nappe. Le rapport annuel inclut un graphique représentant l'évolution du niveau de la nappe pour les piézomètres amont et aval, ce qui permettra au cours du temps de suivre facilement les évolutions du niveau de la nappe sur toute la durée de l'autorisation. A ce stade, les niveaux relevés n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. Toutefois, les dates choisies pour les relevés (5 juin et 6 novembre) sont discutables car elles ne représentent ni l'une ni l'autre des périodes franches de hautes ou basses eaux. Le point de contrôle est conforme mais il est demandé à l'exploitant de veiller à réaliser les relevés lors des périodes représentatives des hautes eaux (de mars à mai) et de basses eaux (de juillet à octobre).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.3.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de la nappe des sables font l'objet d'un prélèvement pour définir l'état initial des concentrations en MES, DCO, DBO, hydrocarbures et métaux totaux en 3 points (plan d'eau et 2 piézomètres) avant le démarrage des travaux d'extension, et préférentiellement en période de hautes eaux. Cette autosurveillance est reconduite tous les 2 ans pour les paramètres MES, DCO, DBO et hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis le rapport décrivant l'état initial de la qualité des eaux issus du piézomètre amont, du plan d'eau et du piézomètre aval. Les prélèvements avaient été réalisés en septembre 2023, avant le démarrage des travaux d'extension mais en période de basses eaux. Il est à noter que bien que ces prélèvements soient réalisés avant les travaux d'extension, les eaux souterraines pouvaient déjà être perturbées par l'exploitation de l'ancienne carrière accolée pour laquelle l'exploitant était autorisé à extraire jusqu'au 5 juin 2023. L'exploitant a dans le même temps remis le rapport de suivi de la qualité des eaux pour l'année 2025, qui compare les valeurs mesurées à celles de l'état initial de 2023. Dans l'état initial, la concentration en arsenic est de 22 µg/L dans le piézomètre aval, ce qui correspond à un "mauvais état" d'après les seuils du SDAGE en vigueur mais ce qui est inférieur au seuil de 100 µg/L fixé pour la potabilisation par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007. Le piézomètre amont et le plan d'eau présentent des concentration très inférieures, de l'ordre de 1 µg/L. Cette analyse n'a pas été reconduite en 2025 (seuls les paramètres MES, DCO, DBO et HC sont imposés). En 2023 comme en 2025, la valeur en MES est très élevée dans le piézomètre aval, bien au-delà du seuil de mauvais état selon le SDAGE (1100 mg/L en 2023 et 260 mg/L en 2025 pour un seuil à 25 mg/L). Le piézomètre amont présente également des valeurs élevées (260 mg/L en 2023 et 53 mg/L en 2025) mais d'un ordre de grandeur inférieur à celles en aval. Un impact fort de la carrière sur les matières en suspension est donc suspecté. Toutefois, les caractéristiques des piézomètres indiquées dans le rapport sont troublantes car le piézomètre aval a une profondeur de plus de 6 m, soit une cote de fond d'ouvrage d'environ 2,5 m NGF alors que le piézomètre amont a une profondeur de moins de 3 m, soit une cote de fond d'ouvrage d'environ 5,5 m NGF. Ainsi, la question du mélange d'eaux de différentes nappes dans le piézomètre aval ou du prélèvement dans une nappe différente du piézomètre amont se pose dans la mesure où la cote 2,5 m NGF est susceptible d'être localisée dans une nappe protégée par la couche d'argile sous le gisement exploité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin d'interpréter au mieux les résultats, il est de la responsabilité de l'exploitant, dans un premier temps, de se rapprocher du bureau d'études qui l'accompagne pour s'assurer que les forages aient été réalisés de manière cohérente avec l'objectif de suivi. Si les ouvrages amont et aval sont réalisés correctement et qu'ils interceptent bien la même nappe, il est de la responsabilité de l'exploitant d'identifier la cause de la différence importante de concentration observée entre l'amont et l'aval. Même si le paramètre MES n'est pas déclassant pour la qualité de la masse d'eau au sens du SDAGE, un impact caractérisé d'une ICPE sur l'environnement ne peut être accepté sans évaluer les causes et les conséquences.</p>

Les résultats seront aussi à analyser au regard du calendrier d'extraction et de remblaiement, ainsi que de tout autre facteur pouvant influencer la qualité de la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Niveau de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 3.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation, puis sur demande de l'inspection.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis l'étude de bruit réalisée le 7 juillet 2025, moins d'un an après le début de l'exploitation. L'émergence aux droit des deux habitations les plus proches ("Gayot" et "Palais du Roi") est faible (maximum 1 dB) alors que l'activité de la carrière était représentative de l'activité (déplacement de matériaux et chargement de camions).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 4.1

Thème(s) : Situation administrative, GEREP

Prescription contrôlée :

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ;

Constats :

Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré sur GEREP une quantité extraite de 1,7 kt, ce qui correspond au cumul de tonnage évacué constaté dans le registre de sortie (point n°11). Ces matériaux ont été extraits d'octobre à décembre 2024.
Pour l'année 2025, le registre fait état d'une production de l'ordre de 14 kt au jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Suivi de la compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2023, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Compensation

Prescription contrôlée :

Un bilan annuel des opérations réalisées au titre de la compensation de la zone humide (MCO1, MCO2 et MS1) est réalisé par l'exploitant. Ce bilan est transmis tous les ans les 5 premières années, puis tous les 5 ans :

- à l'inspection des installations classées,
- aux associations environnementales SEPANSO 33 et VIVE LA FORET.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis le rapport de suivi écologique de la mesure de compensation de zone humide daté de novembre 2025. Il s'agit du premier rapport après mise en œuvre des mesures de compensation.

L'inspection transmet ce rapport de suivi au Service Eau et Nature de la DDTM33, qui détient la compétence et le pouvoir de police sur cette thématique. En effet, le rapport indique que certains aménagements (création d'une mare) n'étaient pas présent le jour du passage de l'expert.

Type de suites proposées : Sans suite